

La dette belge, encore et toujours elle, explique le mauvais bulletin européen

La vente des participations de l'Etat est du coup devenue «prioritaire», indique-t-on dans l'entourage de Michel I.

PIETER BLOMME
BENOÎT MATHIEU

Oui mais non. En forçant un brin le trait, c'est ainsi que l'on pourrait dresser le bilan budgétaire de ce mardi. On vous résume. Initialement, le Parlement devait entendre ce mardi, en commission Finances et Budget, des représentants de la Commission européenne. Au menu: l'avis de l'Europe sur le budget 2015 remis par la Belgique. Sauf que cette audition a été annulée, et reportée à vendredi. Il était en effet prévu que les commissaires européens se penchent sur les destinées budgétaires des Etats membres ce lundi et établissent dans la foulée les 16 «bulletins» des Etats – oui, les 18 pays membres de la zone euro, moins Chypre et la Grèce, qui sont déjà placés sous monitoring approfondi. Sauf que le patron de la Commission, Jean-Claude Juncker, avait d'autres chats à fouetter, ce lundi, puisqu'il fustigeait devant le Parlement européen une motion de censure déposée contre lui par des eurodéputés un tantinet europhobes. Du coup, le grand débat budgétaire des commissaires a été reporté à hier après-midi. Impossible dès lors de présenter l'avis sur la Belgique ce mardi matin devant les députés belges. «Parce que ce document n'est pas stable avant de passer par le collège des commissaires», détaille-t-on à la Commission. On vous le disait: ce sera pour vendredi.

Même valse-hésitation en ce qui concerne la teneur de ce bulletin européen – attendu

avec une certaine appréhension par le gouvernement. Bon, il était déjà acquis que l'Europe ne recalait pas le budget belge: elle avait jusqu'à fin octobre pour ce faire. C'est donc un feu vert. Mais avec quelle note? La Belgique sera-t-elle classée, comme l'an passé, parmi les pays «globalement respectueux» de leurs engagements? C'est le scénario qui circulait en coulisse mardi matin, avant que les perspectives ne s'assombrissent au cours de la journée. Voilà que notre pays serait placé parmi les cancre de la classe, «à risque», parmi lesquels figureraient également l'Espagne, la France, l'Italie ou le Portugal. Le boulet de la Belgique, c'est sa

dette – refrain connu. «C'est tout sauf une surprise», souligne la Commission. Qui estimait lors de ses dernières prévisions automnales que cette fameuse dette pèserait 105,8% du PIB en 2014 et grimperait jusqu'à 107,8% en 2016. Au lieu des 60% (officiellement) autorisés. Autre «couac» mis en avant: le déficit 2014 atteignant la barre fatidique des 3% du PIB, pour replonger aussitôt dès 2015, on vous rassure. Des chiffres qui expliquent, entre autres, pourquoi l'agence Fitch a récemment abaissé la perspective de la Belgique de «stable» à «négative».

«Petits jeux politiques»

Il n'y aurait toutefois pas de sanctions à la clef. Car si la Commission fronce les sourcils, c'est dû à la situation actuelle et au poids du passé. «Par contre, elle se montre positive par rapport aux réformes pour 2015, 2016 et les an-

nées à venir», glisse-t-on dans l'entourage du gouvernement. En fait, la Belgique ferait office de «dommage collatéral», à en croire le ministre des Finances, Johan Van Overtveldt (N-VA). En somme, comme la France et l'Italie se trouvent dans de sales draps budgétaires, ils n'entendent pas être les seuls. Un autre va plus loin et pointe du doigt le commissaire européen aux Affaires économiques et financières, le Français Pierre Moscovici, qui se livrerait à des «petits jeux politiques» et tenterait de distribuer le plus

possible de «bonnets d'âne budgétaires».

«Globalement respectueux» ou «à risque», peu importe, au final: la dette continue à jouer des tours à la Belgique. Via son bras financier, la SFPI, le gouvernement va mener une réflexion active sur la gestion des participations de l'Etat afin de réduire la dette, disait en substance l'accord de gouver-

nement. Eh bien, à présent, il semble que cette démarche soit devenue hautement prioritaire. «Les cabinets se penchent actuellement sur la question, insiste-t-on dans l'entourage gouvernemental. L'Etat fédéral dispose encore de quelques bijoux de famille qui peuvent être vendus.» Pas à n'importe quel prix, cependant. «Bien sûr, il faudra attendre le bon timing afin d'en tirer le meilleur prix possible.»

Fin du suspense européen, alors? Pas tout à fait. Car l'avis de la Commission pourrait bien contenir quelques surprises, à même de susciter la polémique, déclarait ce mardi une source au «Soir». Et il rajouterait une solide couche au débat du moment, puisque il est question que l'Europe regrette l'insuffisance du transfert des charges pesant sur le travail vers d'autres formes de fiscalité – autrement dit, le fameux *tax shift* qui agite l'exécutif et la Belgique entière. A vendredi!

107,8

% du PIB

Selon les dernières estimations de la Commission européenne, la dette belge devrait culminer à 107,8% du PIB en 2016. Bien loin des 60% (théoriquement) autorisés.

L'OCDE est un peu plus tendre envers la Belgique

BENOÎT MATHIEU

Si le bulletin budgétaire décerné par la Commission européenne à la Belgique (lire ci-dessus) devait donner quelques aigreurs d'estomac à certains, notamment dans les rangs de la majorité suédoise, ceux-là pourront toujours (modérément) se consoler en lisant le rapport concocté par l'OCDE. L'Organisation de coopération et de développement économiques, cette institution qui se soucie du bien-être économique et social de par le monde, vient de fait de publier son «Economic Outlook», volume 2014. Un épais pavé de 286 pages qui dresse les perspectives des différents pays membres. Et donc de la Belgique, à qui deux pages sont consacrées.

Un petit chapitre qui a eu l'heur de plaire à Charles Michel (MR), puisqu'il s'est réjoui ce mardi des «encouragements» adressés à notre pays. «L'OCDE identifie le problème de la compétitivité en Belgique mais souligne que la réponse apportée par le gouvernement fédéral a des effets pertinents pour résoudre ce handicap. Ainsi, la mesure relative à la suspension temporaire du mécanisme d'indexation constitue une bonne réponse au handicap salarial.» Pensez bien qu'il est content, le Premier ministre: voilà qu'on dit du bien de ce saut d'index que les manifestants et les syndicats ont du mal à digérer.

Mais que contiennent donc ces deux pages dédiées au plat pays? Du positif, même si en mode «timide». «Le redressement de la demande intérieure, tirée par la consommation des ménages et l'investissement productif, devrait continuer à stimuler l'activité économique, qui bénéficiera également du raffermissement progressif de la croissance des exportations», indique l'organisation. Pas de quoi parader toutefois, puisque ces perspectives demeurent «fragiles». En cause, «l'état dégradé de la confiance, la faiblesse de la compétitivité», sans oublier l'assainissement budgétaire administré au pays. De son côté, «le taux de chômage devrait refluer lentement», tandis que «l'inflation s'accélénera dans le courant de 2015», tout en restant modeste «du fait de tensions limitées sur les prix à l'importation».

Le «tax shift, encore lui»

Soulignons au passage que les projections chiffrées de l'OCDE sont un fifequin plus favorables que celles brandies par la Commission européenne. Un seul exemple: en 2016, la première table sur une croissance de 1,7% du PIB, tandis que la seconde, plus prudente, avance un petit 1,1%.

Pas de quoi générer d'homériques débats politiques? Détrompez-vous. Car l'OCDE n'évite pas les sujets plus délicats. Comme le saut d'index, vous l'aurez compris. La hausse du coût du travail a creusé un écart de compétitivité vis-à-vis des pays voisins, souligne le chapitre belge du rapport. Un fossé difficile à combler. Si la suspension temporaire du sacro-saint mécanisme d'indexation salariale à la belge va aider «à mieux aligner les salaires sur la productivité», il y a fort à parier que cela ne suffise pas, indique l'OCDE, plaidant pour une réforme du processus de formation des salaires.

Ce n'est pas le seul passage sensible. Prenez la brique, si chère au Belge. «Les prix de l'immobilier, historiquement élevés, se sont stabilisés, mais une chute significative pourrait faire baisser la croissance.» Et la fiscalité, dont le remodelage est au coeur des débats. Le rapport confirme les fuites qui ont déjà eu lieu: l'OCDE plaide, elle aussi, pour un basculement fiscal. «L'emploi et la compétitivité pourraient s'améliorer si les taxes sur le travail étaient diminuées en abaissant la pression fiscale générale ou en faisant glisser celle-ci vers la consommation ou les revenus du capital.» Voilà donc le gouvernement Michel I pressé de réaliser cette fameuse réforme fiscale, promise tant sur les tracts électoraux que dans l'accord de gouvernement.

PROJECTIONS ÉCONOMIQUES DE L'OCDE POUR LA BELGIQUE

En % du PIB		
Croissance	Belgique	OCDE
2014	1,0	1,8
2015	1,4	2,3
2016	1,7	2,6
Solde budgétaire		
2014	-2,9	-3,9
2015	-2,1	-3,4
2016	-1,3	-2,9

Source: OCDE